



Communiqué de presse

“Violences étatiques répétées envers la population guyanaise”

Pourquoi une telle violence ?

Vendredi 17 juillet 2020, le Mayouri Santé Guyane s'est rendu à la Préfecture afin d'être reçu par le préfet de Guyane et d'obtenir des réponses quant à la motion signée par les élus et remise par eux-mêmes aux ministres lors de leur action de communication du dimanche 12 juillet.

Voilà des mois que nous réclamons plus de moyens humains, matériels et financiers pour gérer cette crise sanitaire et sociale.

Malheureusement, depuis le changement de gouvernement, nous ne recevons que mépris et contre vérités. Pour commencer, avec les mots du premier ministre qui vont en direction de ses services, dont il se satisfait, en oubliant d'avoir un mot pour les familles de victimes, pour les acteurs autres que l'état qui se démènent tout autant, sinon plus, malgré le manque de moyens. De plus, il passera avec le ministre de la santé, moins de 9 heures sur notre territoire, sans rencontrer les acteurs de terrain autres que ceux du CHAR et sans avoir un réel échange avec les élus.

Ensuite, viendra ce grand moment à l'assemblée nationale, où un ministre de la santé qui a, selon nous, des morts sur la conscience, s'est permis de répondre avec arrogance à un élu de Guyane, un représentant de la population venu lui relayer la voix de cette dernière... 30 152 décès en France, au moment où nous vous écrivons. Un ministre devra rendre des comptes suite à la gestion chaotique de cette crise...

- Parce que nous exigeons une meilleure prise en charge sanitaire en Guyane !

- Parce que nous voulons l'accès au soin pour toutes et tous !**

Revenons sur les événements du 17/07/2020, une mobilisation qualifiée “d'échauffourée” par certains, alors que :

- Après avoir sonné à l'interphone, nous trouverons une porte ouverte, nous invitant à entrer, tout en sachant que nous sommes restés dans le hall d'entrée...
- Sans oublier que l'objet même de notre présence a été préalablement précisé dès notre arrivée devant la préfecture, par téléphone à nos interlocuteurs habituels.
- On nous a demandé d'attendre dehors, le temps que le moment d'échange soit fixé. Ce que nous avons refusé. Et le sous préfet FERMON, s'en est donc allé en nous demandant du coup de ne pas dépasser le hall d'entrée, et de veiller à ce qu'il n'y ait aucun débordement : ce que nous avons fait.
- Tout le monde attendait dans le calme, quand le sous préfet FERMON viendra nous faire plusieurs propositions de rencontre. Nous avons effectivement refusé, dans le cadre d'un échange tout à fait “normal”, 2 propositions. Et nous avons eu raison, vu que nous sommes passés de samedi à 14h, à vendredi 18h, puis vendredi 11h. Il était important pour nous que la rencontre se déroule dans la matinée.



Communiqué de presse

“Violences étatiques répétées envers la population guyanaise”

- Et c'est en plein échange avec le sous préfet FERMON, que nous voyons se déployer les forces de l'ordre déjà arrivés sur place depuis plusieurs minutes et en attente près des escaliers. Sans sommations normalement obligatoires dans ce genre de manœuvre, ils commenceront à retirer de force des personnes assises sur les chaises pour patienter, à bousculer d'autres. On le répète tout ceci sans sommations... Les images sont là pour le prouver.
- Il aurait été si simple, de nous donner ce RDV qui finalement aura lieu à 11h, et ensuite de nous demander de sortir, sachant que ce serait qu'une délégation de 6 personnes qui auraient été reçue. Et qu'il avait été dit très clairement, que les personnes présentes n'étaient là que dans l'attente de la confirmation de l'horaire de l'audience...
- Il faut aussi noter que la trentaine de personnes présentes à l'intérieur, étaient repoussées vers une porte à moitié ouverte obstruée par un policier qui tentait d'empêcher toutes sorties. C'est dans ce contexte que des bombes de lacrymogène ont été tirées, toujours en direction de la foule, alors que celle-ci tentait de sortir.
- Des personnes présentes (Davy RIMANE, Jean-Marc CHEMIN, Philippe BOUBA et trois autres personnes - TOUS SYNDICALISTES) ont été extraites par des gendarmes (pour on ne sait quelle raisons), puis relâchées quelques minutes plus tard.

Nous condamnons cette violence qui n'était nullement nécessaire.

Nous considérons que rien ne peut justifier l'utilisation de la violence face à des personnes non-violentes, qui d'autant plus, revendiquent le droit à la santé.

Nous continuerons le combat afin de protéger la population et sauver la Guyane de cette crise sans précédent.

Nous avons bien compris lors de l'échange à 11h, en préfecture, puis à 16h30 dans la rue, **que la préfecture n'avait finalement aucune réponse pour nous**. Bien que la motion ait été remise dimanche 12 juillet, que la situation soit grave et qu'il nous paraît ainsi logique de traiter cette motion en priorité. **Au lieu de cela, l'état se satisfait de son intervention en Guyane dans la gestion de cette crise, et méprise tout un territoire dans l'hémicycle de l'assemblée nationale.**

Le Mayouri Santé Guyane,
Le 19 juillet 2020